

LA CRISE GRECQUE

Athènes embrasée par le nouveau plan de rigueur

Une manifestation a tourné à l'émeute, alors que les députés grecs votaient pour obtenir l'aide de la troïka

Athènes
Correspondance

Pendant que les députés débattaient et votaient des nouvelles mesures d'austérité, dimanche 12 février, Athènes brûlait. Près d'une vingtaine d'immeubles ont été incendiés après la dispersion d'une grande manifestation hostile au nouveau « mémorandum » que la Grèce s'engage à appliquer auprès de ses partenaires européens. Dans la nuit de dimanche à lundi, l'Attikon – un magnifique cinéma à l'ancienne du centre de la capitale – était encore ravagé par les flammes, tout comme un immeuble désaffecté à quelques dizaines de mètres. Les pompiers continuaient leur intervention au siège d'Alphabank, d'où les flammes avaient cessé de sortir.

Sur la place Korai, devant l'Université, les incendies qui s'étaient déclarés dans un autre cinéma, dans un magasin de la chaîne américaine Starbucks ou dans une succursale d'Eurobank avaient été circonscrits, mais la place était dévastée, tout comme les rues autour de la place Syntagma où avait lieu la manifestation. Elles étaient jonchées de morceaux de marbre arrachés des immeubles voisins, de débris de verre, de restes calcinés de barrages improvisés. Dans les magasins, les alarmes sonnaient dans le vide.

Athènes donne une fois de plus une image de chaos au moment où le premier ministre, Lucas Papademos (Nouvelle Démocratie, droite), prend la parole pour appeler les députés à voter en faveur du mémorandum afin d'éviter un « défaut désordonné catastrophique ». Alors que l'Europe attend en retenant son souffle l'issue du vote pour débloquent une nouvelle tranche d'aide de 130 milliards d'euros en échange d'un nouveau plan d'austérité, des images d'Athènes incendiée font le tour du monde.

Après deux jours de grève générale qui n'avaient pas entraîné une forte mobilisation, des dizaines de



Un manifestant lance un cocktail Molotov sur la police, à Athènes, où 80 000 personnes ont manifesté dimanche 12 février. ARIS MESSINIS/AFP

milliers de personnes se sont rassemblées place Syntagma, devant le Parlement, dimanche, vers 17 heures, pour protester contre ces nouvelles mesures après plus de deux ans de crise. De nombreuses personnes affluaient encore vers la place au moment où ont commencé les premiers incidents. La police a recensé 80 000 personnes à Athènes et 20 000 à Salonique, la deuxième cité du pays, tandis que des manifestations ont eu lieu dans d'autres villes.

Moins d'une heure après le début du rassemblement, la police commence à noyer la place sous des flots de gaz lacrymogènes. « Ils nous ont attaqués alors que la manifestation était pacifique, explique Irini, une jeune actrice

sans emploi. Ils arrivaient de trois endroits différents en lançant des produits chimiques sur la foule. Des gens étaient à terre. » Les circonstances du début des incidents ne sont pas claires. Certains médias évoquent des attaques de policiers, avec des cocktails Molotov. Des manifestants assurent que les gaz lacrymogènes ont été envoyés avant. Très vite, l'air est saturé dans le cœur d'Athènes.

Pour échapper aux gaz, le compositeur Mikis Théodorakis, 86 ans, fondateur d'un nouveau parti nationaliste, qui s'appretait à prendre la parole sur la place, se réfugie au Parlement « pour voir dans les yeux ceux qui s'apprentent à condamner à mort la Grèce ». De même que le héros de la résistance

Manolis Glezos, 89 ans, connu pour avoir décroché le drapeau nazi de l'Acropole en 1941 : « Est-il possible d'imposer ces mesures à coups de gaz lacrymogènes ? Elles n'ont pas reçu le vote du peuple grec. » Samedi, des membres du syndicat communiste, le Pame, avaient accroché une banderole sur le site archéologique : « A bas la dictature du monopole de l'Union européenne ».

Au moment où la foule évacue la place, des milliers de manifestants continuent à affluer vers le Parlement. Des incidents entre jeunes et policiers se poursuivent dans plusieurs quartiers autour de Syntagma, dans des scènes de guérilla urbaine qui durent presque toute la nuit. Peu après 20 heures

commencent les premiers incendies. Les pompiers ont du mal à intervenir dans la panique ambiante. Le ministère de la santé a estimé à 54 le nombre de blessés.

A l'intérieur du Parlement, les orateurs se succèdent et condamnent les scènes de violence. Certains demandent la démission du ministre de la protection des citoyens, Christos Papoutsis. La stratégie policière, évacuant très tôt la place Syntagma et placée ensuite dans l'impossibilité de contrôler les bandes en fuite qui incendient la ville, laisse une fois de plus perplexe.

Ces images ont éclipsé le résultat du vote, qui était anticipé. Une large majorité de députés (199 sur 300) a adopté le mémorandum,

qui conditionne le nouveau prêt. Le premier ministre a demandé aux parlementaires d'éviter « la misère, la banqueroute, la marginalisation et l'exclusion de l'euro ». Il a eu le soutien des deux grands partis gouvernant la Grèce en alternance depuis 1974, le Pasok (socialiste) et Nouvelle Démocratie (droite). Mais plus de quarante députés ont refusé d'obéir à la consigne de leur parti et ont été exclus de leur groupe. Avec 21 députés exclus, le parti de droite perd ainsi un quart de ses effectifs parlementaires. Toujours à l'écart des autres, le parti d'extrême droite a aussi exclu

La police a recensé 80 000 personnes à Athènes et 20 000 à Salonique, la deuxième cité du pays

deux de ses députés parce qu'ils avaient voté en faveur du mémorandum. Le Laos avait quitté la coalition gouvernementale le 10 février pour s'opposer aux nouvelles mesures d'austérité.

Au moment du vote, lundi vers une heure du matin, quelques centaines de manifestants étaient encore sur la place Syntagma, qui avait retrouvé son calme, même si l'air était toujours vicié par les lacrymogènes. Quelques-uns s'étaient enveloppés dans un drapeau grec. Un homme jouait un air triste à la trompette.

« Nous sommes déjà en faillite. Qu'au moins on nous laisse choisir notre propre banqueroute, pour que l'on puisse garder le respect de nous-même. Notre problème, ce n'est pas l'Europe, c'est notre classe politique », explique Thomas Slamaris. « Et nos banques », ajoute un autre manifestant. M. Slamaris est sans travail comme plus d'un million de personnes en Grèce. Il avait plusieurs magasins de décoration. « J'étais un businessman. J'ai fait faillite. Comme mon pays. »

ALAIN SALLES

Les « déséquilibres » dans 12 Etats inquiètent Bruxelles

Bruxelles
Bureau européen

La Commission européenne devait tirer, mardi 14 février, la sonnette d'alarme au sujet des déséquilibres macroéconomiques constatés dans douze des vingt-sept pays de l'Union, dont la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni. En pleine crise des dettes souveraines, ce « mécanisme d'alerte » constitue la première étape d'un exercice inédit de surveillance des Etats membres, selon dix critères détaillés dans ce premier rapport : comptes courants, taux de change, parts de marché à l'exportation, coûts du travail, prix immobiliers, dette privée, etc.

La publication du document a été plusieurs fois reportée en raison du débat qu'elle a suscité avec les gouvernements en place : contre l'avis de nombre de ses voisins, l'Allemagne a longtemps insisté, avec succès, pour ne pas être montrée du doigt au sujet du surplus élevé de ses comptes courants.

Sur les douze pays mis en garde par la Commission, l'Italie, l'Espagne et Chypre, ainsi que la Hongrie, hors de la zone euro, présentent des problèmes dont le traitement est jugé « pressant » à Bruxelles. Ces pays ont « accumulé les déséquilibres ». Leur correction « nécessite de réduire le niveau élevé de leur endettement et de rega-

ner de la compétitivité », selon le rapport à paraître mardi.

La Commission met également en garde la France, la Belgique et le Royaume-Uni. Ces trois pays souffrent en particulier de la contraction de leurs parts de marché à l'exportation : -19,4% en cinq ans pour la France, -15,4% pour la Belgique et -23,3% pour le Royaume-Uni, bien au-delà du seuil (-6%) mis en avant par la Commission pour identifier un déséquilibre.

Les services d'Olli Rehn, le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, suggèrent de mener une « évaluation approfondie » de la situation de ces pays, tout comme de celle de la Bulgarie, de la Slovaquie, du Danemark, de la Suède et de la Finlande, où ils s'inquiètent en particulier de la hausse des prix de l'immobilier. L'Allemagne passe en revanche entre les mailles du filet, alors que ses voisins lui reprochent d'accumuler les records commerciaux, en négligeant sa demande intérieure.

Le rapport dévoilé mardi ne prend pas en compte les quatre Etats européens actuellement sous assistance internationale : la Grèce, le Portugal, l'Irlande et la Roumanie. Des pays dont les déséquilibres multiples sont en cours d'ajustement, sous la tutelle de leurs bailleurs de fonds internationaux. ■

PHILIPPE RICARD

www.eliesaab.com

ELIE SAAB
LE PARFUM

LA CRISE GRECQUE

La cure d'austérité grecque ne sera pas suffisante, faute d'industrialisation

Hors service de la dette, le déficit public reste trop élevé pour éviter un nouvel endettement

Le plan de rigueur voté, la Grèce sera-t-elle sauvée? Un grand nombre d'experts en doutent. Au-delà du risque d'explosion sociale lié aux mesures d'austérité imposées, sur le plan économique et financier le pays n'est pas encore sorti d'affaires. «La Grèce est un enfant malade. On lui permet d'aller mieux. Pas d'être tout à fait guéri», résume Christopher Probyn, chef économiste chez State Street, groupe financier basé à Boston.

En votant une cure radicale à même de débloquer le deuxième plan d'aide de 130 milliards d'euros de la troïka – ce trio formé par la Banque centrale européenne (BCE), le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne – couplé à une réduction de la dette publique de 100 milliards (sur plus de 350 milliards), le pays évite le pire : un défaut désordonné, voire une sortie de la zone euro, qu'avaient fini par pronostiquer de plus en plus d'économistes.

Un bol d'air considérable, reconnaît Natacha Valla, économiste chez Goldman Sachs. Le pays devait honorer près de 50 milliards d'emprunts arrivant à échéance en 2012, auxquels s'ajoutent des dépenses additionnelles, aggravées par la récession, calculée-t-elle. Cette somme sera en partie absorbée par l'aide de la troïka et/ou gommée grâce à l'abandon de créances accepté par les créanciers privés. De quoi, dit-elle, faire passer péniblement le niveau d'endettement du pays à 120% de son produit intérieur brut (PIB), contre 160% aujourd'hui. Un obstacle important a donc été franchi. Sans toutefois résoudre les problèmes fondamentaux de la Grèce, poursuit M^{me} Valla.

«Même avec une répudiation intégrale de la dette grecque, la

«On pousse la Grèce à faire des choses infaisables. C'est sans doute l'ultime erreur»

Natacha Valla, économiste chez Goldman Sachs

situation ne serait pas tenable», jugent même les experts d'UBS dans une note consacrée au pays. Le déficit public primaire grec (hors paiement des intérêts de la dette) serait ainsi estimé à 5% à 6% du PIB en 2011, calculent-ils. Avec des compteurs remis à zéro, le pays continuerait donc de «fabriquer» trop de dette.

De fait les difficultés de la Grèce ne sont pas seulement le fruit d'une gabegie de la dépense publique mais aussi le résultat des faiblesses structurelles de son économie. «Son industrie est l'une des plus petites de la zone euro», souligne Jésus Castillo, chez Natixis : la valeur ajoutée industrielle repré-

Les mesures adoptées

Coups budgétaires Le mémorandum prévoit de réduire de 1 milliard d'euros les dépenses de médicaments. 300 millions sont coupés dans le budget de la défense et 270 millions dans le fonctionnement du gouvernement. Le budget des investissements publics est amputé de 400 millions. Le gouvernement s'est engagé à trouver 325 millions supplémentaires d'ici à mercredi.

«Coût du travail» Il doit baisser de 15% d'ici à 2015. Le plan prévoit une baisse de 22% du salaire minimum, de 751 à 586 euros. La baisse sera de 32% pour les moins de 25 ans. Les augmentations automatiques à l'ancienneté sont suspendues. Le régime des retraites change pour les revenus supérieurs afin d'obtenir une baisse de leur pension d'au moins 300 euros. 15 000 fonctionnaires seront placés dans une «réserve» de main-d'œuvre pendant un an, avec 60% de leur salaire.

Banques Elles seront recapitalisées en ayant recours au Fonds grec de stabilité financière, une structure publique qui recevra des actions ordinaires, mais avec des droits de vote limités, afin d'éviter une nationalisation.

sente 8% du PIB grec contre 20% en Italie ou 14% en France, poursuit-il. Pour fonctionner «normalement» le pays ne produit donc pas assez et a sans cesse besoin de des capitaux extérieurs.

Pour inverser cette tendance, il faut donc réduire les dépenses publiques mais aussi, et surtout, doper les exportations. Problème : reconstruire une industrie et rendre le pays plus compétitif ne peut se faire du jour au lendemain. Cela réclame du temps mais aussi de l'argent. La manne de la troïka sera sans doute consacrée à cet objectif mais qui seront les autres financiers assez audacieux pour investir en Grèce?

L'autre option, plus rapide et plus douloureuse, consiste à jouer en priorité sur les importations afin de réduire la demande intérieure. Grâce à cette tactique, le Portugal, lui aussi sous assistance financière, n'est-il pas parvenu en 2011 à rendre plus toniques ses exportations? Mais en Grèce le déséquilibre est tel que les chiffres pour y parvenir semblent hors de portée : selon M. Probyn, l'économiste de State Street, une telle option reviendrait à réduire le PIB de 20% à 25%. La récession se transformerait alors en dépression.

In fine, la Grèce n'aurait-elle pas intérêt à sortir de la zone euro pour se rétablir? C'est ce que pensent certains. En dévaluant la monnaie le pays parviendrait peu ou prou au même résultat mais d'une manière plus indolore. Sauf que là encore le résultat risque de ne pas être convainquant. Au-delà des effets politiques et financiers potentiellement désastreux, cette solution serait inutile tant que l'industrie grecque est quasi inexistante, rappelle M. Probyn.

En résumé le dispositif prévu semble pour l'heure inadéquat pour redresser le pays à long terme. «On pousse la Grèce à faire des choses infaisables. C'est sans doute ça l'ultime erreur», conclut M^{me} Valla. ■

CLAIRE GATINOIS

Les Etats-Unis, passage obligé pour le futur numéro un chinois, Xi Jinping

Avant la visite, Pékin a regretté le «déficit de confiance» entre les deux superpuissances

Pékin
Correspondant

C'est l'une des dernières épreuves du parcours obligé des futurs «numéro un» chinois, et pas la moindre : le voyage officiel aux Etats-Unis. Appelé à prendre la tête du Parti communiste chinois (PCC) en octobre et à devenir président de la Chine en 2013, Xi Jinping, 58 ans – prononcer «chi» –, se rend dans la première puissance économique mondiale du 13 au 17 février pour une visite qui sera examinée à la loupe.

Entré au comité permanent du bureau politique du PCC en 2007, confirmé comme dauphin en 2010 après avoir accédé à la vice-présidence de la Commission militaire centrale, le vice-président quitte Pékin à un moment où les luttes de pouvoir se sont invitées sans crier gare sur la scène politique, avec la tentative de défection, le 7 février au consulat américain de Chengdu, du bras droit d'un des barons du régime. Or ce dernier aspirait à rejoindre le premier cercle du pouvoir autour de M. Xi.

Autre ombre au tableau, les manifestations et les immolations par le feu qui se multiplient au Tibet, un sujet de préoccupation pour une partie de l'opinion publique américaine. Le niveau du yuan, qui s'est continuellement apprécié face au dollar, obsède moins les Américains que par le passé. Mais les relations sino-américaines sont marquées par un «déficit de confiance», a déclaré jeudi un vice-ministre des affaires étrangères chinois.

Si aucune décision importante n'est attendue lors de ce voyage, la comparaison avec 2002 est intéressante : George Bush avait alors reçu un Hu Jintao – à l'époque vice-président et futur numéro un du PCC – qui n'avait pas dévié d'un iota de la ligne officielle. C'était d'ailleurs son premier voyage aux Etats-Unis. Xi Jinping a, lui, découvert l'Amérique en 1985 : il avait alors visité l'Iowa à la tête d'une délégation agricole du Hebei.

Les Américains ont prévu, cette semaine, une étape dans cet Etat du Middle West. Son père, Xi Zhongxun, l'un des réformistes du parti sous Deng Xiaoping, s'y était en outre déjà rendu en 1980. Et M. Xi a une fille, Xi Mingze, âgée de 18 ans, qui étudie en premier cycle à Harvard, sous un nom d'emprunt.

Les filiations personnelles et politiques donnent quelques éléments de décryptage du parcours de Xi Jinping, dans un pays où les informations sur les cadres dirigeants – et a fortiori, le futur président – sont contrôlées de très près. Quand Xi Zhongxun, un révolutionnaire chinois et vice-premier ministre, est victime d'une purge en 1962, la famille abandonne le milieu privilégié dans lequel elle



Le vice-président chinois Xi Jinping en visite à Bangkok, en décembre 2011. PAIROJ/AFP

évoluait jusqu'alors. Trop jeune pour être garde rouge, Xi Jinping, dont l'école ferme pendant la Révolution culturelle, est cependant assez âgé pour être envoyé à la campagne en 1969. Entre 15 et 22 ans, il se retrouve à vivre dans une habitation troglodytique d'un village reculé du Shaanxi. «Les enfants des autres hauts fonctionnaires entraient souvent dans l'armée à cette époque, mais Xi Zhongxun avait été exclu des différentes factions du parti et n'a pas pu aider son fils», explique un professeur de sciences politiques chinois.

Toutefois, la région est l'ancienne base révolutionnaire de son père, et le jeune Jinping y est plutôt bien reçu. Cette expérience de l'indigence et du dur labeur va le marquer. Elle a certainement servi à rendre acceptable, aux yeux de certains décideurs du parti, la désignation de ce «fils de prince» comme possible successeur à Hu Jintao, issu, lui, d'un milieu très modeste. Dans le Shaanxi, Xi Jinping devra s'y reprendre à huit reprises pour être intégré à la Ligue de la jeunesse. Il deviendra le secrétaire du parti du village en 1974.

Après le retour en grâce de son père à la mort de Mao – Xi Zhongxun est chargé par Deng Xiaoping de lancer les zones économi-

ques spéciales du Guangdong à partir de 1978 –, Xi Jinping s'inscrit en chimie organique à l'université de Tsinghua, puis deviendra le secrétaire d'un dirigeant de la Commission militaire centrale.

La première affectation du jeune cadre sera, en 1982, celle de premier secrétaire d'un comté du Hebei connu pour l'élevage des porcs. En 1987, il se marie en secondes noces avec Peng Liyuan, célèbre chanteuse de l'armée.

Xi Jinping se rendra dans l'Iowa, Etat du Middle West où il était allé en 1985, à la tête d'une délégation agricole

Il exerce ensuite d'importantes responsabilités dans les provinces côtières : le Fujian, dont il deviendra gouverneur – un poste d'observation de Taïwan, dont il cherche alors à attirer les investissements ; et le Zhejiang, où, secrétaire du parti de 2002 à 2007, il combat la corruption et promeut l'écologie. Cette province de l'est de la Chine, qui compte beaucoup d'entreprises privées, est

aussi un laboratoire pour les élections rurales.

«Xi Jinping a toléré tous ces développements dans le Zhejiang», estime Li Fan, le directeur d'une ONG pékinoise qui y mène depuis plusieurs années des expériences de meilleure gouvernance. M. Li voit Xi Jinping comme un dirigeant pragmatique, qui peut faire évoluer les choses sans le claironner.

A un moment où les appels à des réformes politiques se font entendre de toutes parts en Chine, Xi Jinping représente une nouvelle génération de dirigeants communistes – la cinquième – qui pourrait jouer un rôle clé dans la modernisation politique. Dans un essai publié en janvier par la revue *Washington Quarterly*, deux éminents professeurs chinois, Liu Yu et Chen Dingding, estiment d'ailleurs que le pays a toutes les chances de se démocratiser à l'horizon 2020, soit lors du double mandat de cinq ans du futur président. Ils signalent, à l'appui de leur thèse, les «défis énormes» qui vont se poser à l'autorité de Xi Jinping et de son futur premier ministre et «la difficulté croissante pour les dirigeants suprêmes chinois d'innover sans traiter de la question des réformes politiques». ■

BRICE PEDROLETTI

Washington mise sur M. Xi pour renforcer les liens avec Pékin

Washington
Correspondante

Un «investissement». C'est par ce terme direct que la Maison Blanche décrit la visite du vice-président chinois Xi Jinping aux Etats-Unis. Si pour la partie chinoise, la visite est un jalon dans l'ascension vers la présidence de M. Xi, pour Washington, c'est une promesse d'amélioration de la communication entre les deux pays.

«C'est un voyage très important. C'est l'occasion d'en apprendre davantage sur lui et de lui permettre d'élargir sa compréhension des Etats-Unis», a expliqué Daniel Russel, le responsable de l'Asie au Conseil national de sécurité, en présentant la visite à la presse. En trois ans, Barack Obama a

rencontré une dizaine de fois le président Hu Jintao sans réussir à percer sa cuirasse. Les responsables veulent croire que son héritier présomptif sera moins difficile d'accès, ne serait-ce que parce qu'il connaît déjà les Etats-Unis. «Ils espèrent qu'il sera finalement le dirigeant chinois qui acceptera la vision américaine selon laquelle la Chine se portera mieux en adoptant les règles du jeu "made in America"», résume Daniel Blumenthal dans *Foreign Policy*.

Les Américains rappellent volontiers que Xi Jinping a passé quelques jours dans l'Iowa en 1985, alors qu'il faisait partie d'une délégation agricole. Le quotidien local, le *Des Moines Register*, a même publié des photos de son père, Xi Zhongxun, gouver-

neur de la province de Guangdong, venu lui aussi en visite, dans l'Iowa cinq ans plus tôt.

Le vice-président sera reçu par Barack Obama et aussi par le ministre de la défense, Leon Panetta. Le déplacement au Pentagone est considéré comme «très significatif» par la Maison Blanche. Là aussi, les militaires entendent «exposer la doctrine américaine» en Asie autant que «répondre aux questions que M. Xi pourrait poser», a indiqué M. Russel.

Séances photos

Vingt-sept ans après sa première visite, M. Xi va retourner dans l'Iowa, dans la famille où il avait été reçu. Il va visiter une ferme et participer à un symposium. A Los Angeles, il va entendre les hom-

mes d'affaires qui travaillent en Chine exposer leurs difficultés d'accès au marché local. Les officiels entendent rappeler que M. Obama insiste sur le respect des règles de la concurrence, et qu'il a annoncé la création d'une «police» des échanges commerciaux.

Le vice-président chinois devait participer à nombre de séances photos destinées à le faire connaître du public américain. Joe Biden, qui avait été accueilli à grands frais en août 2011 par M. Xi, espère retourner la politesse et avoir de «vraies conversations, directes, interactives et extensives» avec son homologue, a indiqué son conseiller diplomatique Antony Blinken. Y compris sur la question des droits de l'homme. ■

C. Ls

LES EDITIONS

Persée

Les Editions Persée
recherchent
de nouveaux auteurs

Envoyez vos manuscrits :

Editions Persée
29 rue de Bassano
75008 Paris

Tél. 01 47 23 52 88

www.editions-persée.fr